

[[version avec marges](#) →]

États-Unis, deux siècles d'histoire de sang et de brutalité

« Contre-insurrection » et « Guerre psychologique »

Par [Prof Peter Dale Scott](#) et [Robert Parry](#)

Mondialisation.ca, 23 octobre 2010

[Consortium News](#) 23 octobre 2010

Beaucoup d'États-Uniens voient leur pays et leurs soldats comme les « bons » qui propagent la « démocratie » et la « liberté » dans le monde entier. Quand les États-Unis infligent mort et destruction inutile, cela est vu comme une erreur ou une aberration. Dans l'article suivant, Peter Dale Scott et Robert Parry examinent la longue histoire de ces actes de brutalité, une trajectoire qui suggère qu'il ne s'agit pas d'une « erreur » ou d'une « aberration », mais plutôt d'une doctrine plutôt consciente de contre-insurrection par le « côté obscur ». Consortium News.

Il y a un fil obscur – rarement reconnu – qui parcourt la doctrine militaire des États-Unis, qui provient des premiers jours de la République.

Cette tradition militaire a explicitement défendu l'usage sélectif de la terreur, que ce soit dans la répression de la résistance des américains natifs aux frontières du XIX^e Siècle, dans la protection d'intérêts étasuniens à l'étranger au XX^e Siècle, ou dans « une guerre contre la terreur » pendant la dernière décennie.

Une grande partie du peuple étasunien ne prend pas en compte cette tradition occulte parce que la plupart de la littérature qui défend la terreur soutenue par l'État se limite soigneusement aux cercles de sécurité nationale et elle s'étend rarement au débat public, qui est dominé par des messages de bon ton sur les interventions bien intentionnées des USA à l'étranger.

Pendant des décennies, des enquêtes du Congrès et de journalistes ont mis en lumière certains de ces abus. Mais quand cela arrive, généralement les dossiers sont considérés comme des anomalies ou des excès de soldats hors contrôle.

Mais la documentation historique montre que les tactiques de terreur sont depuis pas mal de temps le côté obscur de la doctrine militaire des USA. Les théories demeurent toujours dans les manuels sur la guerre de contre-insurrection, les conflits « de basse intensité » et le « contre-terrorisme ».

Quelques historiens datent l'acceptation formelle de ces doctrines brutales aux années 1860 quand l'armée des USA affrontait le Sud rebelle et la résistance des américains natifs à l'ouest. De ces crises, a émergé le concept militaire moderne de la « guerre totale » qui inclut des attaques contre les civils et l'infrastructure économique comme une partie intégrale d'une stratégie victorieuse.

En 1864, le général William Tecumseh Sherman a laissé une trace de destruction sur un territoire civil en Géorgie et en Caroline. Son plan était de détruire la volonté de combattre du Sud et sa capacité de maintenir une grande armée sur le terrain. La dévastation a incendié des plantations et a généré les plaintes généralisées de la Confédération sur des viols et des assassinats de civils.

Pendant ce temps, dans le Colorado, le colonel John M. Chivington et le Troisième de Cavalerie du Colorado employaient ses propres tactiques de terreur pour pacifier les Cheyennes. Un explorateur appelé John Smith a décrit par la suite l'attaque par surprise à Sand Creek, Colorado, contre des indiens pris au dépourvu dans un campement pacifique.

« Ils ont été scalpés ; leurs cerveaux vidés ; les hommes ont utilisé leurs couteaux, ils ont étripé les femmes, ils ont battu les petits enfants, ils les ont frappés sur la tête avec leurs fusils, ils ont vidé leurs cerveaux par les coups, ils ont mutilé leurs corps dans tous les sens du mot. » [Voir : Congrès des USA, Sénat, 39^{ème} Congrès, 2^{ème} séance, “The Chivington Massacre”, Reports of the Committees.]

Bien que l'objectivité de Smith fût controversée à l'époque, même des défenseurs de l'incursion de Sand Creek acceptent que la majorité des femmes et des enfants fut assassiné et mutilée. [Voir : lieutenant colonel William R. Dunn, *I Stand by Sand Creek.*]

Cependant, en 1860, de nombreux blancs du Colorado ont considéré le massacre comme l'unique chemin réaliste pour obtenir la paix, comme Sherman a considéré que sa « marche vers la mer » était nécessaire pour imposer la reddition au Sud.

Les tactiques brutales de l'Ouest [Far West] ont aussi aidé à aplanir le chemin pour le chemin de fer transcontinental, ont créé des fortunes pour les hommes d'affaires favorisés et ont consolidé le pouvoir politique républicain pendant plus de six décennies, jusqu'à la Grande Dépression des années trente. [Voir : “[Indian Genocide and Republican Power](#)”, Consortiumnews.com, le 3 octobre 2010.]

Quatre ans après la Guerre civile, Sherman est devenu commandant général de l'armée et a intégré les stratégies de pacification des indiens – ainsi que ses propres tactiques – à la doctrine militaire des USA.

Le général Philip H. Sheridan, qui avait dirigé les guerres contre les indiens sur le territoire du Missouri, a succédé à Sherman en 1883 et a encore plus enraciné ces stratégies dans la politique. [Voir : Ward Churchill, *A Little Matter of Genocide*.]

À la fin du XIX^e Siècle, les guerriers américains natifs avaient été vaincus, mais les stratégies victorieuses de l'armée ont continué d'exister.

Les États-Unis impériaux

Quand les États-Unis ont revendiqué la conquête des Philippines dans la guerre hispano-étasunienne, les insurgés philippins ont résisté. En 1900, le commandant étasunien, le général J. Franklin Bell, a consciemment modelé sa campagne brutale de contre-insurrection comme les guerres indiennes et « la marche à la mer » de Sherman.

Bell croyait que, après avoir écrasé les Philippins les plus riches grâce à la destruction de leurs maisons – comme Sherman l'avait fait au Sud – ils se trouveraient obligés d'aider à convaincre leurs compatriotes pour qu'ils se soumettent.

Apprenant des « guerres indiennes » il a aussi isolé les groupes de guérilleros en obligeant les Philippins à aller dans des zones strictement contrôlées où des écoles et d'autres installations sociales ont été construites.

« Toute la population en dehors des villes principales à Batangas a été dirigée vers des camps de concentration », a écrit l'historien Stuart Creighton Miller. « L'objectif principal de Bell fut les classes les plus nanties et mieux élevées ... Comme si ce n'était pas assez, Bell a fait que ces gens transportent le pétrole utilisé pour brûler leurs propres maisons de campagne. » [Voir : "Benevolent Assimilation" de Miller.]

Pour ceux qui étaient en dehors des zones protégées, la terreur a prévalu. Le correspondant favorable a décrit une scène dans laquelle des soldats étasuniens ont tué « des hommes, des femmes, des enfants ... à partir de 10 ans et plus, puisque prévalait l'idée que le Philippin, tel quel, était un peu moins qu'un chien ... »

« Nos soldats ont introduit de l'eau salée dans les hommes, 'pour les faire parler', ils ont emprisonné les gens qui levaient les mains et qui se rendaient pacifiquement, et une heure après, sans un atome de preuve montrant qu'ils étaient des insurgés, ils les ont planté sur un pont et ils les ont tué un à un par coup de feu, pour qu'ils tombent dans l'eau et flottent comme exemple pour ceux qui trouvaient ces corps criblés de balles. »

Pour défendre ces tactiques, le correspondant souligne que « ce n'est pas une guerre civilisée, mais nous n'avons pas à faire à des gens civilisés. L'unique

chose qu'ils connaissent et dont ils ont peur est la force, la violence et la brutalité. » [Voir *Philadelphia Ledger*, le 19 novembre 1900.]

En 1901, des anti-impérialistes au Congrès sont sortis à la lumière et ont dénoncé les tactiques brutales de Bell. Cependant, les stratégies de Bell ont été acclamées par les militaires comme une méthode raffinée de pacification.

Dans un livre de 1973, un historien militaire favorable à Bell, John Morgan Gates, a qualifié d' « exagérés » les rapports sur ces atrocités et a salué « une compréhension excellente de Bell du rôle de la bienveillance dans la pacification ».

Gates a rappelé que la campagne de Bell au Batanga a été considérée par des stratèges militaires comme une pacification « dans sa forme la plus perfectionnée ». [Voir : *Schoolbooks and Krags : The United States Army in the Philippines, 1898-1902* de Gates.]

Ils propagent la méthodologie

Au début du siècle, la méthodologie de pacification a aussi été un cliché populaire parmi les puissances coloniales européennes. De la Namibie à l'Indochine, les Européens ont eu des difficultés pour soumettre les populations locales.

Souvent le massacre sans limites a donné des résultats, comme les Allemands l'ont démontré avec les massacres de la tribu Herrero en Namibie entre 1904 et 1907. Mais les stratèges militaires ont souvent comparé leurs notes sur des techniques plus subtiles de terreur sélective combinée avec des manifestations de bienveillance.

Les stratégies de contre-insurrection sont revenues à la mode après la Deuxième Guerre mondiale quand de nombreux peuples opprimés ont exigé une indépendance du régime colonial et que Washington s'est préoccupé de l'expansion du communisme. Dans les années cinquante, la rébellion Huk contre la domination des USA a recommencé à transformer les Philippines en laboratoire, et ils se sont clairement rappelé les leçons passées de Bell.

« La campagne contre le mouvement Huk aux Philippines ... s'est considérablement ressemblée à la campagne américaine de presque 50 ans avant », a remarqué l'historien Gates. « L'objectif américain vers le problème de la pacification avait été étudié ».

Mais la guerre contre les Huk a eu quelques nouveaux objectifs, particulièrement le concept moderne de la guerre psychologique ou psy-war.

En suivant les stratégies pionnières du général de division de la CIA, général Edward G. Lansdale, la guerre psychologique a été un nouveau tour de l'ancien jeu de briser la volonté d'une population cible.

L'idée était d'analyser les faiblesses psychologiques d'un peuple et de développer des « sujets » qui puissent induire des actions favorables à ceux [les crapules] qui réalisaient l'opération.

Bien que la guerre psychologique inclût la propagande et la désinformation, elle était aussi basée sur des tactiques de terreur de nature démonstrative. Un pamphlet de la guerre psychologique de l'armée, qui est basé sur l'expérience de Lansdale aux Philippines, défendait « la violence criminelle exemplaire – l'assassinat et la mutilation de captifs et l'exhibition de leurs corps », selon *Instruments of Statecraft* de Michael McClintock.

Dans ses mémoires, Lansdale s'est vanté d'un truc légendaire de la guerre psychologique utilisé contre les Huk, qui étaient considérés superstitieux et peureux d'une créature similaire à un vampire appelée *asuang*.

« L'escadron de la guerre psychologique montait une embuscade le long d'un sentier utilisé par les Huk », a écrit Lansdale.

Quand une patrouille Huk apparaissait par le sentier, les participants à l'embuscade capturaient le dernier homme de la patrouille, sans que leur action ne fût détectée dans l'obscurité de la nuit. Ils perforaient deux trous dans son cou, comme si cela avait été un vampire, pendaient le corps par les pieds, le vidaient de son sang, et replaçaient le cadavre dans le sentier. »

« Quand les Huk revenaient chercher le disparu et trouvaient leur compagnon saigné à blanc, tous les membres de la patrouille croyaient que l'*asuang* en avait fini avec lui. » [Voir : *In the midst of wars* de Lansdale.]

La rébellion Huk fut aussi témoin du perfectionnement des zones de libre feu, une technique utilisée effectivement par les forces de Bell un demi-siècle avant. Dans les années cinquante, ils ont assigné des escadrons spéciaux pour faire le sale travail.

« La tactique spéciale de ces escadrons était de clôturer des zones ; tous ceux qui se trouvaient dans celles-ci étaient considérés comme ennemi », a expliqué un colonel philippin favorable aux USA « Presque tous les jours on trouvait des corps flottant dans la rivière, plusieurs d'eux victimes de l'Unité Nenita du major [Napoléon] Valeriano » [Voir : *The Huk Rebellion : A Study of Peasant Revolt in the Philippines* de Benedict J. Kerkvliet.]

Vers le Viêt-Nam

La répression heureuse des Huk a mené les architectes de la guerre à partager leurs leçons dans d'autres endroits en Asie et au delà. Valeriano a été

coauteur d'un important manuel étasunien sur la contre-insurrection et a fait partie de l'effort de pacification étasunienne au Viêt-Nam, avec Lansdale.

En suivant le modèle philippin, les Vietnamiens ont été entassés dans des « villages stratégiques » ; déclarées « zones de libre feu », les maisons et les cultures ont été détruites ; et le programme Phoenix a éliminé des milliers de cadres présumés Vietcong.

Les stratégies implacables ont été absorbées et acceptées, même par des personnages militaires amplement respectés, comme le général Colin Powell qui a servi deux fois au Viêt-Nam et a appuyé la pratique routinière d'assassiner des hommes vietnamiens comme une partie nécessaire de l'effort de contre-insurrection.

« Je me rappelle une phrase que nous utilisons sur le terrain, MAM, pour military-age male [homme en âge militaire] » a écrit Powell dans ses mémoires très appréciées *My American Journey*.

« Si un hélico [hélicoptère étasunien] voyait un paysan avec des pyjamas noirs qui paraissait suspect, un MAM possible, le pilote tournait et devant le MAM. S'il bougeait, son mouvement était jugé comme une intention évidente hostile, et la bordée suivante n'était pas lancée devant lui, mais contre sa personne. »

« Brutal ? Peut-être. Mais un commandant de bataillon très capable avec qui j'avais servi dans la Gelnhausen [Allemagne de l'Ouest], le lieutenant colonel Walter Pritchard, est mort par le feu de francs-tireurs ennemis pendant qu'il observait des MAMs depuis son hélicoptère. Et Pritchard fut un parmi bien d'autres. La nature du tuer ou mourir au combat tend à émousser des perceptions fines du bien et mal. »

En 1965, la communauté des renseignements des USA a formalisé ses leçons apprises de contre-insurrection de la pire façon, en établissant un programme de secret maximum appelé Project X. Basé au Centre et à l'École d'Espionnage de l'Armée des USA à Fort Holabird, dans le Maryland, le projet a été basé sur une expérience sur le terrain et a développé des plans de formation pour « fournir un entraînement en espionnage à des pays étrangers amis », selon un rapport du Pentagone préparé en 1991 et publié en 1997.

Appelé « guide pour la conduite d'opérations clandestines », le « Project X » a été utilisé par l'École d'Espionnage des USA à Okinawa pour entraîner pour la première fois des Vietnamiens et, peut-être, d'autres étrangers », signale le rapport.

Linda Matthews, de la Division de Contre-espionnage du Pentagone, a rappelé qu'en 1967-68 une partie du matériel d'entraînement du Project X a été préparé par des employés en liaison avec le programme Phoenix. « Elle a suggéré la possibilité qu'une partie du

matériel délictueux du programme Phoenix ait pu être intégrée aux matériels du Project X à l'époque », dit le rapport du Pentagone.

Dans les années soixante-dix, le Centre et l'École d'Espionnage de l'Armée des USA ont déménagé à Fort Huachuca en Arizona et ont commencé à exporter du matériel du Project X aux groupes d'aide militaire des USA qui travaillaient avec « des pays étrangers amis ». Vers le milieu des années soixante-dix, du matériel du Project X arrivait à des armées dans le monde entier.

Dans son étude de 1992, le Pentagone a reconnu que le Project X a été la source de nombreuses leçons « réproposables » de l'École des Amériques, où des Officiers Latino-américains ont été entraînés aux chantages, séquestrations, assassinats et espionnage contre des adversaires politiques non violents.

Mais la révélation de toute l'histoire a été bloquée juste à la fin du premier gouvernement Bush, quand les hauts fonctionnaires du Pentagone qui travaillaient pour le secrétaire de la Défense de l'époque Dick Cheney, ont ordonné la destruction de la plupart des fichiers du Project X. [Voir : *Lost History* de Robert Parry.]

Une vie dangereuse

Vers le milieu des années soixante-dix, une partie des leçons étasuniennes de contre-insurrection était aussi arrivée en Indonésie. L'entraînement militaire des USA a été rapide, parce que Washington considérait que le leader neutraliste Sukarno était politiquement suspect. L'entraînement fut permis uniquement pour faciliter l'influence des USA sur les forces armées indonésiennes qui étaient considérées plus fiables.

L'aide étasunienne et l'entraînement ont consisté presque entièrement en « action civique » de nature inoffensive, ce qu'on pense en général consiste à la construction de routes, à la fourniture de personnel de cliniques de santé et à la réalisation d'autres activités « de cœurs et d'esprits » avec des civils. Mais l'« action civique » a aussi servi de couverture en Indonésie, comme aux Philippines et au Viêt-Nam, à la guerre psychologique.

Les connexions secrètes militaires entre les USA et l'Indonésie ont eu leur compensation pour Washington quand a éclaté une crise politique, qui menaçait le gouvernement de Sukarno.

Pour contrer le puissant Parti Communiste d'Indonésie, connu comme PKI, les Bérêts Rouges de l'armée ont organisé le massacre de dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Les nombreux

corps qui ont été jetés dans les rivières de la Java Orientale les ont teintées de sang.

Dans une classique tactique de guerre psychologique les cadavres gonflés ont aussi servi d'avertissement politique aux villages en aval.

« Pour assurer qu'ils ne coulaient pas, les cadavres ont été délibérément attachés ou empalés avec un pieu en bambou », a écrit le témoin oculaire Pipit Rochijat. « Et le départ des cadavres de la région Kediri par le Brantas a atteint son âge d'or quand les corps ont été entassés dans les radeaux sur lesquels ondoyaient orgueilleusement le drapeau du PKI ». [Voir : « *Am I PKI or Non-PKI ?* » de Rochijat, Indonésie, octobre 1985.]

Quelques historiens ont attribué la violence grotesque à une armée démente qui s'est lancée dans une « brutalité non planifiée » ou dans une « hystérie massive » qui a finalement conduit au massacre de près d'un million et demi d'indonésiens, plusieurs d'entre eux d'origine chinoise.

Mais la tactique répétée de mettre des corps en exhibition insupportable s'adapte aussi aux doctrines militaires de guerre psychologique [psy-war], mots que l'un des principaux assassins militaires a utilisés de façon non traduite pour ordonner l'élimination du PKI.

Sarwo Edhie, chef du bataillon para-commando politique connu comme les Bérêts Rouges, a remarqué que « il ne faut pas donner l'occasion de se concentrer/consolider » à l'opposition communiste. « Elle doit systématiquement être repoussée par tous les moyens, y compris la guerre psychologique ». [Voir : « *The Revolt of the G30S/PKI and Its Suppression* » traduit par Robert Cribb dans *The Indonesian Killings*.]

Sarwo Edhie avait été identifié comme contact de la CIA quand il a servi à l'ambassade indonésienne en Australie. [Voir : *Pacific*, mai – juin 1968.]

Sympathie dans les médias des États-Unis.

La réaction de l'élite des États-Unis devant l'horrible massacre fut et continue à être ambivalente depuis ce temps-là. Le gouvernement de Johnson a nié toute responsabilité dans les massacres, mais le journaliste du New York Times, James Reston, a parlé pour beaucoup de leaders d'opinion quand il a favorablement qualifié les événements sanglants en Indonésie de « rayon de lumière en Asie ».

Les démentis étasuniens quant à leur participation se sont maintenus jusqu'à 1990 quand des diplomates des USA ont admis devant un journaliste qu'ils avaient aidé l'armée indonésienne grâce à la fourniture de listes de communistes présumés.

« C'était réellement une grande aide pour l'armée », a dit le fonctionnaire de l'ambassade Robert Martens à Kathy Kadane de States News Service. « J'ai probablement beaucoup de sang sur mes mains, mais ce n'est pas si mauvais. Il y a un temps où il faut frapper fort à un moment décisif ». Martens avait dirigé l'équipe des USA qui ont établi les listes de la mort.

L'histoire de Kadane a provoqué une réaction significative de l'auteur confirmé des éditoriaux du Washington Post, Stephen S. Rosenfeld. Il a accepté le fait que des fonctionnaires des États-Unis ont aidé « cet épouvantable massacre », mais ensuite il a justifié les assassinats.

Rosenfeld a argumenté que le massacre « fut, et continue d'être amplement considéré comme la chance sombre mais méritée d'un parti révolutionnaire conspirateur que représentait le même monstre communiste qui était en marche au Viêt-Nam ».

Dans une colonne intitulée : « L'Indonésie 1965 : L'année pour vivre cyniquement ? » Rosenfeld a justifié que « ou l'armée liquidait les communistes, ou les communistes liquidaient l'armée », on pensait : L'Indonésie était un domino, et la fin du PKI a maintenu l'Indonésie dans le monde libre ...

« Bien que les moyens fussent gravement déshonorants, on peut dire que nous – les exigeants ainsi que les obstinés et les cyniques – jouissons des fruits de la stabilité géopolitique de cette partie importante de l'Asie, de la révolution qui n'a jamais eu lieu ». Washington Post, 13 juillet 1990

Cependant, le goût fut beaucoup plus amer pour les peuples de l'archipel indonésien. En 1975, l'armée du nouveau dictateur de l'Indonésie, le général Suharto, a envahi l'ancienne colonie portugaise du Timor Oriental. Quand les timorais orientaux ont opposé une résistance, l'armée indonésienne est revenue aux atrocités habituelles et a lancé un vrai génocide contre la population.

Un missionnaire catholique a fourni un témoignage direct d'une mission de recherche et de destruction au Timor Oriental en 1981.

« Nous avons vu de nos propres yeux le massacre de gens qui se rendaient : tous morts, y compris femmes et enfants, même les plus petits ... ils n'ont même pas sauvé les femmes enceintes : elles ont été étripées ... Ils ont fait la même chose qu'ils avaient fait aux petits enfants l'année précédente, ils les ont saisis par les jambes et ont frappé leurs têtes contre des roches ...

» Les commentaires d'officiers indonésiens révèlent la qualité morale de cette armée : « Nous avons fait pareil [qu'en 1965] à Java, Bornéo, Célèbes, Irian Jaya, et cela a donné des résultats » ». [Voir : *East Timor : Land of Hope* d'A. Barbedo de Magalhaes.]

Les références au succès du massacre de 1965 n'ont pas été rares. Dans Timor : « A People Betrayed », l'auteur James Dunn a remarqué que « du côté indonésien, il y a eu de nombreux rapports selon lesquels beaucoup de soldats ont vu leur opération comme une phase de plus dans la campagne pour éliminer le communisme qui est venu après les événements de septembre 1965 ».

Les stratégies classiques de guerre psychologique et de pacification ont été inconditionnellement suivies au Timor Oriental. Les indonésiens ont exhibé des cadavres et les têtes de leurs victimes. Les timorais ont aussi été dirigés vers des camps contrôlés par le gouvernement avant d'être repositionnés d'une manière permanente dans des « villages de réimplantation » loin de leur maison.

« Le problème est que les gens sont obligés à vivre dans ces installations et qu'on ne leur permet pas de voyager dehors », a dit monseigneur Costa Lopes, administrateur apostolique de Dili. « C'est le motif principal pourquoi les gens ne peuvent pas cultiver assez d'aliments. » [Voir : *Indonesia's Forgotten War : The Hidden History of East Timor* de John G. Taylor.]

Une aversion publique

À travers la télévision [souligné par Anders comme seule bonne action de la télévision] dans les années soixante et soixante-dix, la Guerre du Viêt-Nam a fini par rapprocher les horreurs de la contre-insurrection de millions d'États-Uniens. Ils ont vu comment des soldats des États-Unis incendiaient des villages et obligeaient des vieilles désespérées à abandonner leurs foyers ancestraux.

Des équipes de chasseurs d'images ont gravé dans des films les interrogatoires brutaux de Vietcong présumés, l'exécution d'un jeune officier Viêt-Cong, et le bombardement d'enfants avec du napalm.

En effet, la Guerre du Viêt-Nam fut la première fois que les États-Uniens sont arrivés à être au courant des stratégies de pacification qui avaient été développées en secret [complot] comme politique de sécurité nationale dès le XIX^e Siècle. Résultat, des millions d'États-Uniens ont protesté contre la conduite de la guerre et le Congrès a imposé tardivement en 1974 la fin de la participation des États-Unis.

Mais les débats doctrinaires de la guerre psychologique n'ont pas été résolus par la Guerre du Viêt-Nam. Les défenseurs de la contre-insurrection se sont regroupés dans les années quatre-vingts derrière le président Ronald Reagan qui a monté une défense enthousiaste de l'intervention au Viêt-Nam et a réaffirmé la décision d'États-Unis d'employer des tac-

tiques similaires contre des forces gauchistes, surtout en Amérique Centrale. [Voir : “[Guatemala : A Test Tube for Repression](#)”, Consortiumnews.com, le 3 octobre 2010.]

Reagan a aussi ajouté un nouveau composant important au mélange. En reconnaissant que les images et les rapports honnêtes de la zone de guerre avait affaibli l’appui public pour la contre-insurrection au Viêt-Nam, Reagan a autorisé une opération intérieure agressive de « diplomatie publique » qui correspond à ce qui a été appelé « **gestion de la perception** » [en lisant cela, je pense à M. deDefensa] – en effet, l’intimidation de journalistes pour assurer que seule l’information épurée arrivait au peuple étasunien.

Les journalistes qui ont révélé les atrocités des forces entraînées par les États-Unis, comme le massacre El Mozote par le bataillon Atlacatl au Salvador en 1981, ont été durement critiqués et leurs carrières bloquées.

Quelques opérateurs de Reagan ne se sont pas montrés timides au sujet de sa défense de la terreur politique comme nécessité de la Guerre Froide. Neil Livingstone, consultant en contre-terrorisme du Conseil National de Sécurité, a qualifié les escadrons de la mort « d’un instrument extrêmement efficace, aussi odieux qu’il est, dans le combat contre le terrorisme et les défis révolutionnaires ». [Voir : *Instruments of Statecraft* de McClintock.]

Quand les démocrates au Congrès ont protesté contre les excès des interventions de Reagan en Amérique Centrale, le gouvernement a réagi avec plus de pression dans les relations publiques et politiques, en mettant en cause le patriotisme des critiques. Par exemple, l’ambassadrice de Reagan auprès des Nations Unies, Jeane Kirkpatrick, a accusé tous ceux qui prêtaient attention aux crimes appuyés par les États-Unis « d’accuser d’abord les États-Unis »

Beaucoup de démocrates au Congrès et de journalistes dans le milieu de la presse de Washington se sont pliés devant les attaques, en donnant beaucoup de liberté au gouvernement de Reagan pour mener les stratégies brutales « des escadrons de la mort » au Salvador, en Honduras, au Guatemala et Nicaragua.

Ce qui reste clair dans ces expériences en Indonésie, au Viêt-Nam, en Amérique Centrale et dans d’autres endroits, c’est que les États-Unis, pendant des générations, ont maintenu deux formes de pensée parallèles mais opposées sur les atrocités militaires et les droits de l’homme : l’une, d’une bienveillance étasunienne, en général soutenue par le public, et l’autre de la brutalité dans laquelle la fin justifie les moyens, embrassée par les spécialistes de la contre-insurrection [complot, schizophrénie manifeste].

Normalement les spécialistes mènent leurs actions dans des endroits lointains, sans que la presse nationale informe beaucoup sur le sujet. Mais parfois les deux visions en concurrence – d’un États-Unis juste et de l’autre implacable – se heurtent ouvertement, comment c’est arrivé avec le Viêt-Nam.

Ou le côté obscur de la politique de sécurité des États-Unis est sorti à la lumière par des exfiltrations non autorisées, comme les photos de détenus abusés dans la prison Abu Ghraib en Irak, ou par des révélations sur waterboarding [asphyxie avec de l’eau] et d’autres tortures autorisées par la Maison Blanche de George W. Bush comme faisant partie « de la guerre contre la terreur ».

Alors seulement le public arrive à avoir une idée de la réalité atroce, des tactiques sanglantes et brutales qui ont été considérées « nécessaires » pendant plus de deux siècles pour défendre des supposés « intérêts nationaux ».

Article original en anglais : [A Long History of America’s Dark Side](#), Consortium News, le 8 octobre 2010

Traduit de l’espagnol (publication en espagnol par [Rebelión](#)) pour « [El Correo](#) » de : Estelle et Carlos Debiasi.

<http://www.mondialisation.ca/tats-unis-deux-si-cles-d-histoire-de-sang-et-de-brutalit/21590>